

LES DOCKS DES PETROLES D'AMBES

Société Anonyme au Capital de : € 748 170
Siège social : Avenue des Guerlandes
BASSENS
33565 CARBON-BLANC CEDEX

R.C.S. Bordeaux : B 585 420 078

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2011

RAPPORT D'ACTIVITE

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Evolution au 30 juin du sinistre d'Ambès de janvier 2007

1. La procédure judiciaire est toujours en cours, aussi bien sur le volet technique pour la recherche des causes de la rupture du bac, que sur le volet financier de l'évaluation du préjudice global. Le rapport de l'expert judiciaire devrait être finalisé fin d'année 2011, ce qui permettra de déterminer les responsabilités des sociétés impliquées.
2. Le 23 décembre 2008, les assureurs de la société VERMILION ont assigné les sociétés ESSO, SPBA et DPA à comparaître devant le Tribunal de Commerce de Nanterre. Les assureurs de la société VERMILION mettent en demeure les sociétés ESSO SAF, DPA et SPBA à s'acquitter in solidum des sommes suivantes :
 - 7 575 000 € au titre des dommages remboursés par les assureurs à la société VERMILION, augmentés des intérêts de retard,
 - 300 000 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.Le juge rapporteur du Tribunal de Commerce de Bordeaux a décidé, le 26 juin 2009, d'un sursis à statuer dans l'attente de la publication du rapport final de l'expert judiciaire.

ACTIVITES DES DEPOTS

L'activité du dépôt de Bassens au cours du premier semestre 2011, s'analyse de la façon suivante :

Les expéditions de produits blancs baissent de 0,9% pour atteindre 1 372 597 m³ contre 1 385 672 m³ au premier semestre 2010. Le détail est le suivant :

	1er semestre 2011	1er semestre 2010	%
Fuel domestique	436 831	490 056	- 10.86
Essences	123 634	119 546	+ 3.42
Gazole	746 908	725 845	+ 2.90
Jet A1	65 224	50 225	+ 29.86

Nous avons prévu pour l'année 2011 un trafic de 2 850 000 m³. La réalisation au 1^{er} semestre représente 48 % du prévisionnel donc très proche de l'objectif budgétaire.

ANALYSE DU BILAN :

Au cours du premier semestre, la société a mis en service 685 359 € d'investissements. Les principaux postes sont :

- Travaux d'amélioration sur bacs pour 351 k€
- Logiciel de gestion pour 32 k€
- Installation de sécurisation des accès pour 166 k€

Le poste « immobilisation en cours » correspond à des travaux sur un bac et à un nouveau poste de chargement camions.

Les créances clients sont en baisse. Cette variation est normale du fait des facturations de régularisations annuelles d'activité faites en décembre 2010.

Les disponibilités sont en hausse du fait d'une part par la mise en place du dernier emprunt et d'autre part par le décalage sur le deuxième semestre du règlement des investissements.

Les charges constatées d'avance augmentent du fait des contrats facturés en début d'exercice pour l'année entière.

Le poste « emprunts » se décompose de la façon suivante :

	Jun 2011	décembre 2010
Emprunts	5 652 826 €	4 376 119 €
Intérêts	10 307 €	6 827 €
Découverts bancaires	0 €	1 452 158 €
Cumul	5 663 133 €	5 835 104 €

La société a remboursé 723 327 € d'emprunt au 1^{er} semestre et a mis en place un nouvel emprunt de 2 000 000 € en janvier 2011. Ce nouveau financement a permis d'une part de combler les découverts bancaires et d'autre part de financer une partie des investissements 2011.

Les dettes fiscales sont en baisse du fait de l'impact de l'impôt société constaté en décembre 2010. En effet, il n'y a pas eu de versement d'acompte d'impôt société sur 2010 du fait du résultat 2009 très faible.

Les comptes fournisseurs diminuent du fait de la baisse des investissements au 1^{er} semestre 2011 par rapport à fin 2010.

ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

Produits d'exploitation :

Le chiffre d'affaires

Au premier semestre 2011, il s'élève à 7 992 267 €. Il est en baisse de 6.43 % par rapport au 1^{er} semestre 2010.

La variation s'explique par les activités du dépôt de Bayon, qui ont été arrêtées à la fin du premier semestre 2010, et qui avaient généré 628 k€ de chiffre d'affaire.

Le reste du chiffre d'affaires est conforme au budget prévisionnel et au premier semestre 2010 aussi bien en valeur qu'en volume d'activité.

Reprises de provisions et amortissements :

Elles se décomposent de la façon suivante :

- Provisions pour révisions décennales des réservoirs faites en 2011 pour 121 k€,
- Les provisions pour renouvellement sur immobilisations renouvelées pour 30 k€.

Charges d'exploitation :

1) Le poste « achats de matières premières » est en diminution du fait de la baisse de la consommation de colorant lié à la baisse des trafics de fuel domestique. Cette baisse est proportionnelle aux prestations de dénaturations facturées par DPA.

2) Les "autres achats et charges externes" sont globalement en baisse de 12.48 %. Les principales variations sont :

- Augmentation des coûts des contrats d'assurances de 35 k€,
- Baisse du coût des délocalisations de capacités de stockage, à l'extérieur des dépôts de DPA, qui est de 96 k€ au 1er semestre 2011 contre 245 k€ en 2010.
- Suppression des coûts d'achat de fuel lourd pour la chaudière suite à l'arrêt des activités du dépôt de Bayon. En 2010 il était de 137 k€.
- Diminution de l'ensemble des prestations et d'assistance extérieures, qui au 1er semestre 2011 se sont élevées à 114 k€ contre 201 k€ en 2010.

3) Le poste « dotation aux amortissements » augmente du fait du montant important des mises en service des investissements en 2010.

4) Les provisions pour grosses réparations sont en augmentation du fait de la prise en compte depuis décembre 2010 des travaux de chaudronnerie, tuyauterie, génie civil et peinture, engagés lors des révisions décennales. Au premier semestre 2010 ces coûts n'étaient pas pris en compte puisque constatés en charge lors de leur exécutions.

Résultat d'exploitation :

Il s'élève à 898 041 € contre 1 796 696 € au 30 juin 2010.

Charges financières :

Elles sont en hausse du fait de la mise en place du dernier financement et de l'augmentation des taux d'intérêts.

Résultat exceptionnel :

Au 30 juin, le résultat exceptionnel est positif à hauteur de 68 734 €, du fait des reprises d'amortissements dérogatoires et de régularisations de charges à payer sur exercices antérieures.

Au 30 juin 2010, le résultat était négatif pour 304 267 € du fait d'une part de la valeur nette comptable des biens sortis de l'actif suite à un inventaire physique et d'autre part d'un coût sur un sinistre.

Résultat net :

Il s'élève à 611 602 € contre 985 743 € au 30 juin 2010. Au regard des perspectives d'activités et des charges importantes de gros entretiens à réaliser sur le second semestre, nous envisageons, pour l'exercice 2011, un résultat en légère baisse par rapport au 31 décembre 2010.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POUR LES EXERCICES A VENIR

Activités dépôt de Bayon

Le Conseil d'Administration, lors de ses réunions du 23 juillet et du 16 décembre 2009, a pris acte des décisions de ses clients du site de Bayon de ne pas participer aux investissements nécessaires pour l'amélioration du risque environnemental et a décidé d'interrompre les activités de fioul lourd, de combustible de chauffage, d'huile de Palme et d'essence de térébenthine et de papeterie au plus tard à la fin du 1^{er} semestre 2010.

Au 30 juin 2011, la totalité des bacs et des logistiques afférentes, sont vides et nettoyés. Ils feront l'objet d'un contrôle technique afin de décider du devenir de ces capacités de stockage. Au 30 juin 2011, seuls les bacs de stockage de gazole pour le compte de la SAGESS sont en activité.

Pour information la valeur nette comptable des actifs concernés est évaluée en k€ au 30 juin 2011 à :

- Valeur brute :	5 892
- Amortissement industriels :	- 2 436
- Amortissement de caducité :	- 2 151
- Provision pour renouvellement :	- 891
<u>Valeur nette :</u>	<u>414</u>

Suivi des conséquences du contrôle fiscal

L'administration fiscale est intervenue au cours du 1er trimestre 2008, afin de contrôler les comptes de la société pour les années 2004/2005/2006.

Le redressement portant sur l'assujettissement à la TVA de la partie des recettes concernant le financement des travaux de mise en conformité par la SAGESS est toujours en instance.

DPA a déposé une réclamation par laquelle elle conteste cette position, par le fait que les travaux étaient indispensables à la mise à disposition des bacs et donc à la réalisation du contrat de prestation. Les deux termes de rémunération prévus au contrat ne forment qu'un tout, décomposés pour fixer des modes d'indexation spécifiques. Suite au rejet de cette réclamation en date du 16 novembre 2010, DPA a déposé un mémoire introductif d'instance auprès du Tribunal Administratif de MONTREUIL le 13 janvier 2011.

DPA a payé une somme de 137 554 €, dont 6 147 € de pénalités, au trésor public correspondant à la période du 1er janvier 2006 au 30 septembre 2007. Cette somme n'a pas été constatée en charge mais en créance sur le trésor au 31 décembre 2010.

Le risque latent couvrant la période du 1er octobre 2007 au 30 juin 2011 s'élève, hors pénalités, à 281 584 €, somme qui n'a pas fait non plus l'objet de provision au 30 juin 2011.

Attestation de la personne assumant la responsabilité
du rapport financier semestriel

(Article 222-4 – 3° du Règlement Général AMF)

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité, figurant en page trois à six, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Fait à BASSENS
Le 20 juillet 2011

Patrick MOATTI
Président Directeur Général

Rapport du commissaire aux comptes sur **l'information financière semestrielle**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société DPA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Bordeaux, le 21 juillet 2011

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

Laurent CHAPOULAUD

COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2011

BILAN ACTIF	30-juin-11			31-déc-10
	Brut	Amortissements et provisions	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
DOMAINE PRIVE				
Immobilisations incorporelles	333 182	268 215	64 967	53 774
Immobilisations corporelles	824 566	683 227	141 338	136 775
DOMAINE CONCEDE APPORT CONCEDANT				
Immobilisations incorporelles				
Constructions sur sol d'autrui	48 101	48 101		
Installations techniques, matériels et outillages	543 980	543 980		
Autres immobilisations corporelles	107 410	107 410		
DOMAINE CONCEDE APPORT CONCESSIONNAIRE				
Immobilisations incorporelles	767 836	504 962	262 874	272 532
Constructions sur sol d'autrui	4 568 470	115 263	4 453 207	4 479 697
Installations techniques, matériels et outillages	51 157 235	16 887 806	34 269 430	34 463 485
Autres immobilisations corporelles	4 122 071	227 555	3 894 516	3 872 323
IMMOBILISATIONS EN COURS	164 327		164 327	140 858
S / Total	62 637 178	19 386 519	43 250 658	43 419 444
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations				
Prêts	166 755		166 755	124 830
Dépôts et cautionnements	3 912		3 912	3 912
S / Total	170 667		170 667	128 742
TOTAL I	62 807 845	19 386 519	43 421 326	43 548 186
ACTIF CIRCULANT				
Stocks de matières	289 716	167 435	122 281	35 574
Créances clients	1 455 121		1 455 121	2 381 981
Autres créances	681 733		681 733	892 179
Disponibilités	753 553		753 553	339
S / Total	3 180 122	167 435	3 012 687	3 310 073
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	387 627		387 627	77 263
Charges à étaler				
TOTAL II	3 567 749	167 435	3 400 314	3 387 336
TOTAL GENERAL	66 375 593	19 553 954	46 821 639	46 935 522

BILAN PASSIF	(avant répartition)	30-juin-11	31-déc-10
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES			
Capital social (entièrement amorti)		748 170	748 170
Primes d'émission et de fusion		15 053	15 053
Ecarts de réévaluation		17 082	17 082
Ecarts de réévaluation (1976)		2 606 187	2 606 954
Réserve légale		74 817	74 817
Réserves réglementées			
Réserves extraordinaires		223 451	223 451
Réserves ordinaires		2 997 095	1 797 566
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		611 602	1 199 529
Subvention d'équipement		12 036	14 443
Provision spéciale de réévaluation			
Amortissements dérogatoires		204 642	244 821
	TOTAL I	7 510 135	6 941 886
DROITS DU CONCEDANT			
Amortissements de caducité		19 929 955	18 757 448
Amortissements de caducité transférés en capital		-748 170	-748 170
Apport du Concédant à titre gratuit			
	TOTAL II	19 181 785	18 009 278
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour grosses réparations		3 533 000	3 186 700
Fonds de renouvellement des installations concédées		7 860 793	7 791 861
Autres provisions pour risques et charges		458 599	448 748
	TOTAL III	11 852 392	11 427 309
AUTRES DETTES			
Emprunts divers		5 663 133	5 835 105
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 816 617	3 256 940
Dettes fiscales et sociales		723 380	1 317 869
Dettes diverses		4 290	55 376
	S / Total	8 207 420	10 465 290
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		69 907	91 759
	TOTAL IV	8 277 327	10 557 049
	TOTAL GENERAL	46 821 639	46 935 522

COMPTE DE RESULTAT	2011 30 juin	2010 30 juin	2010 31 décembre
PRESTATIONS DE SERVICES	7 992 267	8 541 235	17 203 738
AUTRES PRODUITS	2 900	1 841	4 182
REPRISE DE PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	151 626	524 690	1 173 655
TRANSFERTS DE CHARGES		3 950	10 751
PRODUITS D'EXPLOITATION	8 146 793	9 071 715	18 392 326
ACHATS DE MATIERES STOCKEES	214 489	295 096	658 614
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	2 121 795	2 424 415	5 865 417
IMPOTS ET TAXES	281 092	286 091	523 874
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1 124 903	1 173 993	2 225 642
CHARGES SOCIALES	517 799	520 831	996 095
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	876 861	678 057	1 754 691
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS DE CADUCITE	1 172 507	1 043 081	2 197 635
DOTATION AUX PROVISIONS POUR RENOUVELLEMENT	99 059	128 958	243 293
DOTATION AUX PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS	467 800	350 700	962 400
DOTATION AUX PROVISIONS POUR CHARGES	12 735	20 042	19 783
AUTRES CHARGES	107	2 041	205
REDEVANCES DE CONCESSION ET REDEVANCES PORTUAIRES	359 570	351 715	692 339
CHARGES D'EXPLOITATION	7 248 717	7 275 019	16 139 988
RESULTAT D'EXPLOITATION	898 076	1 796 696	2 252 338
PRODUITS DE PARTICIPATION			
AUTRES INTERETS			4 527
PRODUITS FINANCIERS			4 527
INTERETS SUR EMPRUNTS	48 517	37 396	72 510
INTERETS DIVERS	5 110	590	7 848
CHARGES FINANCIERES	53 626	37 986	80 358
RESULTAT FINANCIER	-53 626	-37 986	-75 831
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	844 450	1 758 710	2 176 507
SUR OPERATIONS DE GESTION	30 401	22 879	79 646
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	2 407	2 407	4 814
REPRISES SUR PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	40 179	41 344	325 757
PRODUITS EXCEPTIONNELS	72 988	66 630	410 217
SUR OPERATIONS DE GESTION	3 500	83 157	93 296
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	753	287 740	509 319
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS			200 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 253	370 897	802 615
RESULTAT EXCEPTIONNEL	68 734	-304 267	-392 399
RESULTAT AVANT IMPOTS	913 184	1 454 444	1 784 108
IMPOTS SUR LES SOCIETES	301 582	468 701	584 579
RESULTAT NET	611 602	985 743	1 199 529

ANNEXE

I. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes semestriels au 30 juin 2011 ont été élaborés dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Il a été tenu compte dans la présentation des états financiers, des particularités résultant de notre statut de concessionnaire du Port Autonome de Bordeaux auquel nous remettrons gratuitement, en 2032, l'ensemble des installations faisant partie du domaine concédé à BAYON et à BASSENS.

Evolution au 30 juin du sinistre d'Ambès de janvier 2007

3. La procédure judiciaire est toujours en cours, aussi bien sur le volet technique pour la recherche des causes de la rupture du bac, que sur le volet financier de l'évaluation du préjudice global. Le rapport de l'expert judiciaire devrait être finalisé fin d'année 2011, ce qui permettra de déterminer les responsabilités des sociétés impliquées.
4. Le 23 décembre 2008, les assureurs de la société VERMILION ont assigné les sociétés ESSO, SPBA et DPA à comparaître devant le Tribunal de Commerce de Nanterre.

Les assureurs de la société VERMILION mettent en demeure les sociétés ESSO SAF, DPA et SPBA à s'acquitter in solidum des sommes suivantes :

- 7 575 000 € au titre des dommages remboursés par les assureurs à la société VERMILION, augmentés des intérêts de retard,
- 300 000 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Le juge rapporteur du Tribunal de Commerce de Bordeaux a décidé, le 26 juin 2009, d'un sursis à statuer dans l'attente de la publication du rapport final de l'expert judiciaire.

Suivi des conséquences du contrôle fiscal

L'administration fiscale est intervenue au cours du 1er trimestre 2008 afin de contrôler les comptes de la société pour les années 2004/2005/2006.

Le redressement portant sur l'assujettissement à la TVA de la partie des recettes concernant le financement des travaux de mise en conformité par la SAGESS est toujours en instance.

DPA a déposé une réclamation par laquelle elle conteste cette position, par le fait que les travaux étaient indispensables à la mise à disposition des bacs et donc à la réalisation du contrat de prestation. Les deux termes de rémunération prévus au contrat ne forment qu'un tout, décomposés pour fixer des modes d'indexation spécifiques. Suite au rejet de cette réclamation en date du 16 novembre 2010, DPA a déposé un mémoire introductif d'instance auprès du Tribunal Administratif de MONTREUIL le 13 janvier 2011.

DPA a payé une somme de 137 554 €, dont 6 147 € de pénalités, au trésor public correspondant à la période du 1er janvier 2006 au 30 septembre 2007. Cette somme n'a pas été constatée en charge mais en créance sur le trésor au 31 décembre 2010.

Le risque latent couvrant la période du 1er octobre 2007 au 30 juin 2011 s'élève, hors pénalités, à 281 584 €, somme qui n'a pas fait non plus l'objet de provision au 30 juin 2011.

Activités dépôt de Bayon

Le Conseil d'Administration, lors de ses réunions du 23 juillet et du 16 décembre 2009, a pris acte des décisions de ses clients du site de Bayon de ne pas participer aux investissements nécessaires pour l'amélioration du risque environnemental et a décidé d'interrompre les activités de fioul lourd, de combustible de chauffage, d'huile de Palme et d'essence de térébenthine et de papeterie au plus tard à la fin du 1^{er} semestre 2010.

Au 30 juin 2011 la totalité des bacs et des logistiques afférentes, sont vides et nettoyés. Ils feront l'objet d'un contrôle technique afin de décider du devenir de ces capacités de stockage. Au 30 juin 2011, seuls les bacs de stockage de gazole pour le compte de la SAGESS sont en activité.

Pour information la valeur nette comptable des actifs concernés est évaluée en k€ au 30 juin 2011 à :

- Valeur brute :	5.892
- Amortissement industriels :	- 2 436
- Amortissement de caducité :	- 2 151
- Provision pour renouvellement :	- 891
<u>Valeur nette :</u>	<u>414</u>

1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles regroupent l'ensemble des logiciels informatiques amortis en linéaire sur une durée de 1 à 7 ans.

2) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le statut particulier des sociétés concessionnaires entraîne le découpage des immobilisations corporelles de la société en deux catégories :

- Immobilisations du domaine Privé : regroupent l'ensemble des biens qui resteront la propriété du concessionnaire à la fin du contrat de concession.
- Immobilisations du domaine Concédé : regroupent l'ensemble des biens qui seront rendus au concédant à la fin du contrat de concession sans contrepartie financière.

2.1) DOMAINE PRIVE

Les immobilisations du domaine privé sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition.

Les durées d'amortissement pratiquées sur ces biens sont les suivantes :

- Logiciel informatique : linéaire entre 1 à 5 ans.
- Matériel et Outillage : linéaire entre 5 et 10 ans.
- Matériel de transport : linéaire entre 5 et 10 ans.
- Mobilier, machines de bureau : linéaire entre 5 et 10 ans.

2.2) DOMAINE CONCEDE

Les immobilisations du domaine concédé sont comptabilisées à leur coût d'acquisition à l'exception de celles acquises antérieurement au 31 décembre 1976 qui figurent au bilan à leur valeur réévaluée (réévaluation légale).

Les immobilisations du domaine concédé se décomposent en deux catégories :

- Immobilisations non renouvelables :

Par nature, ce sont les immobilisations qui ne nécessiteront pas de remplacement pour maintenir leur potentiel productif durant la concession, eu égard à la durée de la concession. La durée de vie du bien dépasse la date de fin du contrat de concession.

- Immobilisations renouvelables :

Regroupent les autres immobilisations du domaine concédé. Suivant le type d'immobilisation les amortissements pratiqués sont les suivants :

Amortissement industriel : il ne s'applique qu'aux immobilisations renouvelables. Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Constructions : amortissement linéaire de 10 à 30 ans.
- Installations techniques, matériel et outillage : linéaire entre 5 et 30 ans (nous avons amorti exceptionnellement une installation de récupération de vapeur sur une période de 12 mois, comme le prévoient les dispositions fiscales).
- Agencement, aménagement constructions : linéaire sur 20 ans.

Amortissement de caducité : il est pratiqué afin de permettre la reconstitution, en fin de concession, des capitaux propres investis dans le domaine concédé. Il est calculé linéairement sur la durée de la concession restant à courir à la date d'achat du bien.

Il s'applique de la façon suivante :

- Immobilisations non renouvelables : sur le coût d'achat.
- Immobilisations renouvelables : pour le premier bien sur son coût d'achat, pour le suivant sur la différence entre son coût d'achat et la valeur du bien qu'il remplace.

Provision pour renouvellement : afin d'étaler sur la durée de la concession le coût de remplacement d'un bien, la société établit un plan de renouvellement de ses biens. Les plans de renouvellement portent sur la majeure partie des biens identifiables entièrement renouvelables.

A la fin de chaque exercice une provision est constatée sur la base de la différence entre le coût estimé de renouvellement du bien et sa valeur d'achat d'origine, jusqu'à la date de renouvellement définie dans le plan.

La dotation de l'exercice est évaluée en tenant compte d'un coefficient égal au quotient du nombre d'années d'utilisation du bien, depuis sa mise en service sur sa durée de vie totale.

Dans le cas du renouvellement d'un bien provisionné, la provision antérieurement dotée est reprise en compte de résultat, soit sur la durée de vie du nouveau bien si il est renouvelable, soit sur la durée restante de la concession si le nouveau bien est non renouvelable.

Dans le cas où la provision de renouvellement constituée serait supérieure au coût de remplacement de l'immobilisation, la quote-part sur provision est reprise intégralement.

Dans le cas de sortie de l'actif d'un bien sans renouvellement la provision antérieurement dotée est reprise en compte de résultat sur l'exercice de la sortie.

3) IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Elles sont inscrites au bilan à leur valeur historique.

Elles comprennent en particulier les prêts consentis dans le cadre de la participation à l'effort de construction. Ces prêts sont remboursables sur une durée de 20 ans.

4) ACTIF CIRCULANT

Les stocks de matières premières sont évalués à leur coût d'acquisition. Des provisions sont constituées le cas échéant pour constater une dépréciation.

Les créances de l'actif circulant sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5) AUTRES FONDS PROPRES : DROITS DU CONCEDANT

Le compte "droits du concédant" enregistre la contrepartie des opérations faites dans le cadre de la concession. Il correspond au cumul des amortissements de caducités pratiqués sur les biens du domaine concédé et de la valeur nette comptable des biens apportés par le concédant. Son montant est diminué de la valeur du capital amorti pour 748 170 €.

6) AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

La société utilise les possibilités offertes par l'administration fiscale d'amortir certains biens selon le régime dérogatoire, en particulier dans le cas du matériel destiné à économiser de l'énergie.

7) PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées pour couvrir des risques et charges, nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours, rendent probables.

Les provisions pour risques et charges comprennent en particulier :

- les provisions pour renouvellement des immobilisations du domaine concédé. L'avis 2000-10 du CNC exclut les provisions pour renouvellement du champ d'application du règlement n° 2002-06, relatif aux passifs.
- les provisions pour grosses réparations afférentes aux programmes pluriannuels de vérification des bacs d'hydrocarbures sont comptabilisées en conformité avec le règlement 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs.
- les primes « long service » attribuées aux personnels suivant leur ancienneté dans l'entreprise, sont comptabilisées en conformité avec la recommandation 03-R-01 du CNC sur les engagements sociaux de l'entreprise.

II. COMPLEMENT D'INFORMATIONS

VARIATIONS IMMOBILISATIONS BRUTES

VARIATIONS IMMOBILISATIONS BRUTES	SOLDE AU 31/12/2010	ACQUISITIONS	TRANSFERTS AJUSTEMENTS
DOMAINE PRIVE			
Immobilisations incorporelles	300 947	32 235	
Immobilisations corporelles	790 825	33 741	
Total domaine privé	1 091 771	65 976	
DOMAINE CONCEDE			
APPORT DU CONCEDANT			
Immobilisations incorporelles			
Constructions sur sol d'autrui	48 101		
Installations techniques spécialisées	543 980		
Autres immobilisations corporelles	107 410		
Sous total	699 491		
APPORT DU CONCESSIONNAIRE			
Immobilisations incorporelles	748 818	19 018	
Constructions sur sol d'autrui	4 556 598	11 872	
Installations techniques spécialisées	50 609 667	549 849	
Autres immobilisations corporelles	4 083 427	38 645	
Sous total	59 998 509	619 383	
Total domaine concédé	60 698 000	619 383	
SOUS TOTAL IMMOBILISATIONS	61 789 771	685 359	
IMMOBILISATIONS EN COURS	140 857	708 829	-685 359
TOTAL IMMOBILISATIONS	61 930 629	1 394 188	-685 359
	CESSIONS	COMPTE DU CONCEDANT	SOLDE AU 30-juin-11
DOMAINE PRIVE			
Immobilisations incorporelles			333 182
Immobilisations corporelles			824 566
Total domaine privé			1 157 747
DOMAINE CONCEDE			
APPORT DU CONCEDANT			
Immobilisations incorporelles			
Constructions sur sol d'autrui			48 101
Installations techniques spécialisées			543 980
Autres immobilisations corporelles			107 410
Sous total			699 491
APPORT DU CONCESSIONNAIRE			
Immobilisations incorporelles			767 836
Constructions sur sol d'autrui			4 568 470
Installations techniques spécialisées	2 280		51 157 235
Autres immobilisations corporelles			4 122 071
Sous total	2 280		60 615 612
Total domaine concédé	2 280		61 315 103
SOUS TOTAL IMMOBILISATIONS	2 280		62 472 850
IMMOBILISATIONS EN COURS			164 327
TOTAL IMMOBILISATIONS	2 280		62 637 178

VARIATIONS AMORTISSEMENTS

VARIATIONS AMORTISSEMENTS	SOLDE AU 31/12/2010	DOTATIONS	CESSIONS
DOMAINE PRIVE			
Immobilisations incorporelles	247 172	21 043	
Immobilisations corporelles	654 050	29 178	
Total domaine privé	901 222	50 221	
DOMAINE CONCEDE			
APPORT DU CONCEDANT			
Immobilisations incorporelles			
Constructions sur sol d'autrui	48 101		
Installations techniques spécialisées	543 980		
Autres immobilisations corporelles	107 410		
Sous total	699 491		
APPORT DU CONCESSIONNAIRE			
Immobilisations incorporelles	476 286	28 676	
Constructions sur sol d'autrui	76 900	38 362	
Installations techniques spécialisées	16 146 182	743 151	1 527
Autres immobilisations corporelles	211 104	16 451	
Sous total	16 910 472	826 641	1 527
Total domaine concédé	17 609 964	826 641	1 527
Total immobilisations	18 511 185	876 861	1 527

	TRANSFERTS AJUSTEMENTS	APPORTS CONCEDANT	SOLDE AU 30/06/2011
DOMAINE PRIVE			
Immobilisations incorporelles			268 215
Immobilisations corporelles			683 227
Total domaine privé			951 442
DOMAINE CONCEDE			
APPORT DU CONCEDANT			
Immobilisations incorporelles			
Constructions sur sol d'autrui			48 101
Installations techniques spécialisées			543 980
Autres immobilisations corporelles			107 410
Sous total			699 491
APPORT DU CONCESSIONNAIRE			
Immobilisations incorporelles			504 962
Constructions sur sol d'autrui			115 263
Installations techniques spécialisées			16 887 806
Autres immobilisations corporelles			227 555
Sous total			17 735 586
Total domaine concédé			18 435 077
Total immobilisations			19 386 519

REEVALUATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

1°) IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

	VALEUR EN COUT HISTORIQUE	PROVISION SPECIALE DE REEVALUATION	VALEUR REEVALUEE
Valeurs Brutes	1 831 516	1 038 507	2 870 023
Amortissements cumulés	1 831 516	1 038 507	2 870 023
Valeurs Nettes			0

2°) IMMOBILISATIONS NON AMORTISSABLES

L'écart de réévaluation des immobilisations non amortissables est de 2 623 269 €.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Ce poste comprend :

Un prêt au GIPEC (Groupement Interprofessionnel pour la Participation à l'Effort de Construction) d'un montant de 121 711 €. Nous avons au cours du 1^{er} semestre, perçu la somme de 7 678 € au titre du remboursement du prêt de l'année 1989 et versé 4 559 € de prêt au titre de 2011.

De nouveaux prêts ont été accordés au personnel de la société en avril 2011, afin de participer à l'augmentation de capital de la société TOTAL pour un montant de 49 139 €. Les remboursements effectués au 30 juin 2011 se sont élevés à 4 095 €.

STOCKS MATIERES

Les stocks de matières se décomposent de la façon suivante :

	Valeur brute	Dépréciation
Emulseurs	178 121	167 435
Additifs et colorants	110 194	
Azote	<u>1 401</u>	<u> </u>
	289 716	167 435

Un complément de dépréciation, pour tenir compte de la durée de vie de 5 ans de ce produit, a été comptabilisé au compte de résultat dans le poste provisions pour charges d'exploitations à hauteur de 2 884 €.

ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

La totalité des créances est à échéance de moins d'un an.

CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES

	SOLDE AU 31/12/2010	RESULTATS		Autres mouve- ments	
		EXERCICE	AFFECTATION EXERCICE		
			DIVIDENDES	AUTRES	
Capital amorti	748 170				
Primes d'émission et de fusions	15 053				
Ecart de réévaluation	2 624 036				-767
Réserve légale	74 817				
Réserves réglementées					
Réserves extraordinaires	223 451				
Réserves ordinaires	1 797 566		1 199 529		
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice antérieur	1 199 529		-1 199 529		
Résultat de l'exercice		611 602			
Subvention d'investissement	14 443				
Provision spéciale de réévaluation					
Amortissements dérogatoires	244 821				
TOTAL CAPITAUX PROPRES	6 941 886	611 602			-767

Droits du concédant					
Amortissements de caducité	18 757 448				
Amortis. Transférés en capital	-748 170				
Apport du Concédant à titre gratuit					
TOTAL DROITS DU CONCEDANT	18 009 278				

	PROVISIONS		SUBVENTIONS		SOLDE AU 30/06/2011
	DOTATION	REPRISE	RECUES	AMORTIS.	
Capital amorti					748 170
Primes d'émission et de fusions					15 053
Ecart de réévaluation					2 623 269
Réserve légale					74 817
Réserves réglementées					
Réserves extraordinaires					223 451
Réserves ordinaires					2 997 095
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice antérieur					
Résultat de l'exercice					611 602
Subvention d'investissement				2 407	12 036
Provision spéciale de réévaluation					
Amortissements dérogatoires		40 179			204 642
TOTAL CAPITAUX PROPRES		40 179		2 407	7 510 135

Droits du concédant					
Amortissements de caducité	1 172 507				19 929 955
Amortis. Transférés en capital					-748 170
Apport du Concédant à titre gratuit					
TOTAL DROITS DU CONCEDANT	1 172 507				19 181 785

Le capital social est composé de 97 800 actions au nominal de 7.65 €. Il a été entièrement remboursé au cours des années 1968 à 1983. La valeur portée au passif du bilan correspond à une quote-part des droits du concédant.

TABLEAU DES PROVISIONS

DESIGNATIONS	2010	DOTATIONS EXERCICE	REPRISES EXERCICE		2011
	31-déc		UTILISES	NON UTILISES	30-juin
Amortissements dérogatoires	244 821		40 179		204 642
Provisions pour grosses réparations	3 186 700	467 800	121 500		3 533 000
Provisions pour renouvellement des immobilisations concédées	7 791 861	99 059	30 126		7 860 793
Provisions pour litiges					
Provisions pour prime long service	248 748	9 851			258 599
Provisions pour autres charges	200 000				200 000
S / T PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	11 672 130	576 710	191 805		12 057 035
Provisions pour dépréciation des stocks	164 551	2 884			167 435
Provisions pour dépréciation des créances					
CUMUL DES PROVISIONS	11 836 681	579 594	191 805		12 224 470

1. Les primes « long service » octroyées aux personnels après 20, 25, 30, 35 et 40 ans d'ancienneté dans la société ont été provisionnées sur la base des plans de carrière individualisés conformément aux dispositions du règlement CRC 2004-03 du 4 mai 2004 relatif aux médailles du travail.

Les principales hypothèses retenues sont :

- Taux de rotation du personnel négligeable.
- Taux de charges sociales de 48 %.
- Taux d'inflation 2 %.

2. Le coût de renouvellement des immobilisations est provisionné sur la base des plans de renouvellement individualisés.

Les reprises de provisions pour renouvellement de 30 126 €, correspondent à des provisions reprises dans le cadre de renouvellement de biens immobilisés ou devenues sans objet suite à des sorties d'actifs immobilisés.

3. Le coût des grosses réparations sur les immobilisations est provisionné sur la base des programmes pluriannuels de vérification des bacs.
4. La provision à hauteur de 200 000 €, constatée pour couvrir notre contribution au rachat d'un ensemble de locaux situé dans la zone de danger du dépôt de Bassens destiné à être détruit, conformément à l'arrêté préfectoral portant approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT), n'a pas été encore utilisée.

TABLEAU DES ECHEANCES DES DETTES

	MONTANT AU 30/06/2011	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
		A MOINS DE 1AN	DE 1 A 5 ANS	A PLUS DE 5 ANS
Dettes financières	5 663 133	1 162 259	3 938 374	562 500
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 816 617	1 816 617		
Dettes fiscales et Sociales	723 380	723 380		
Dettes diverses	4 290	4 290		
TOTAL	8 207 420	3 706 546	3 938 374	562 500

DETAIL DES CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

	<u>Charges à payer</u>	<u>Produits à recevoir</u>
Fournisseurs	906 297	
Personnel	258 989	
Organismes sociaux	162 896	
Impôts et Taxes	2 596	521 298
TOTAL	<u>1 330 778</u>	<u>521 298</u>

DETAIL DES COMPTES DE REGULARISATION

Charges constatées d'avance :

Ce poste correspond à la part des contrats d'assurance, d'entretien et de location payés d'avance pour un total de 387 626 €.

Produits constatés d'avance :

Ce compte correspond à des loyers perçus d'avance de sociétés clientes.

Ils se répartissent comme suit :

- moins d'un an :	41 516
- de 2 à 5 ans :	28 391
	<u>69 907</u>

DETAIL DES DISPONIBILITES

Ce poste comprend les comptes de trésorerie disponible.

DETAIL DES DETTES FINANCIERES

Ce poste se décompose de la façon suivante :

Emprunts	5 652 826 €
Intérêts sur emprunts	10 307 €
	<hr/>
	5 663 133 €

La société a remboursé 723 327 € d'emprunt au 1^{er} semestre et a mis en place un nouvel emprunt de 2 000 000 € en janvier 2011. Ce nouveau financement a permis d'une part de combler les découverts bancaires et d'autre part de financer une partie des investissements 2011.

DETAILS DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

Ils se décomposent de la façon suivante :

• Reprise écarts de réévaluation	767
• Subvention d'investissement	2 407
• Reprise d'amortissements dérogatoires	40 179
• Produits divers sur exercices antérieurs	29 635
	<hr/>
	72 988

DETAILS DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Elles se décomposent de la façon suivante :

• Valeurs nettes des immobilisations sorties de l'actif	753
• Pénalités et amende fiscale	3 500
	<hr/>
	4 253

REPARTITION DU MONTANT DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

	Résultat Avant Impôt	Impôt Dû	Résultat Net
Résultat courant	844 450	277 504	566 946
Résultat exceptionnel	68 734	24 078	44 656
Total	913 184	301 582	611 602

HONORAIRES VERSEES AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

(Article 221-1-2° du règlement de l'AMF)

Le cabinet ERNST & YOUNG et Autres, commissaires aux comptes de la société, a perçu au titre de sa mission de certification des comptes annuels, les rémunérations HT suivantes :

Exercice 2010	48 865 €
Prov 1 ^{er} semestre 2011	21 000 €

REMUNERATION ALLOUEE AUX MANDATAIRES SOCIAUX

(Article L.225-102-1 du code de commerce)

Le montant global des rémunérations versées aux mandataires sociaux de la société, au cours du 1^{er} semestre 2011, s'est élevé à la somme de 64 461 € et 624 € d'avantage en nature pour un véhicule de fonction.

ENGAGEMENT D'INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE

Ces engagements sont calculés conformément à la Convention Collective de l'Industrie du Pétrole et majorés des dispositions internes à l'entreprise. Leurs montants non comptabilisés à la clôture s'élèvent à 486 682 €.

Les hypothèses retenues sont les suivantes:

▪ Base d'évaluation	janvier 2011
▪ Méthode	interne
▪ Age de la retraite	65 ans
▪ Taux net d'actualisation	2.00 %
▪ Taux inflation	2.00 %
▪ Taux de charges sociales	48 %

ENGAGEMENT DE COTISATIONS DE MUTUELLE

La société s'est engagée à prendre en charge une quote-part de la cotisation de la mutuelle des personnels retraités et de leurs conjoints.

Au cours du 1^{er} semestre 2011, la société a pris en charge 11 433 € de cotisations au profit de 100 bénéficiaires.

A la clôture des comptes, le montant de l'engagement global non comptabilisé concernant le personnel retraité actuel ainsi que les futurs retraités s'élève à 473 700 €.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

▪ Base d'évaluation	janvier 2011
▪ Contrat	MIP
▪ Age de la retraite	65 ans
▪ Durée de vie moyenne	87 ans
▪ Taux inflation	2.00 %

EFFECTIF MOYEN EMPLOYE PENDANT LA PERIODE

▪ Cadres	11
▪ Agents de maîtrise et assimilés	26
▪ Employés et ouvriers	12

	49
▪ Cadre mis à disposition de l'entreprise	1
▪ Autres personnels mis à disposition de l'entreprise	2

SUBVENTION D'EQUIPEMENT

Une subvention de 253 023 € a été versée par l'ADEME pour financer l'installation d'une unité de récupération de vapeur ainsi que la transformation d'un poste de chargement dôme en poste source. Une quote-part de 2 407 € a été portée au compte de résultat en tenant compte des modalités des amortissements des biens subventionnés. Le solde non porté en produit au 30/06/2011 s'élève à 12 036 €.

DETTE FUTURE D'IMPOT

	Base	Impôts dus à 33.33 %
<u>Accroissement</u>		
• Subvention d'investissement	12 036	4 012
• Amortissements dérogatoires	204 642	68 214
<u>Allègement</u>		
• Organic	12 787	4 262
• Provisions pour congés payés		

DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION (DIF)

Le nombre d'heures de DIF dus aux salariés est :

- 30/06/2011 4 628 heures pour 47 salariés
- 31/12/2010 4 748 heures pour 48 salariés

Au cours de la période, 4.5 heures de DIF ont été utilisées par un salarié.

ENGAGEMENT

Engagements donnés non comptabilisés

- Caution fournie par BNP PARIBAS, à hauteur de 245 735 € afin de couvrir les opérations diverses vis-à-vis des DOUANES de Bordeaux.

Engagements donnés comptabilisés

- Selon le contrat de gérance qui la lie au Port Autonome de Bordeaux, la Société est tenue de maintenir en état de fonctionnement les biens du domaine concédé, et de les remettre gratuitement au concédant à la fin du contrat, soit le 31 mai 2032.

Les provisions pour renouvellement et les amortissements de caducité traduisent en comptabilité cette obligation.

A la clôture de l'exercice, l'échéancier d'utilisation des provisions pour renouvellement est le suivant :

A moins d'un an	5 252 864 €
De un à cinq ans	1 209 553 €
Plus de cinq ans	1 398 376 €
	<hr/>
	7 860 793 €

Engagements reçus

- La société a signé des contrats de location servant à couvrir le financement de travaux sur des installations utilisées par les clients.

A la clôture de l'exercice le montant des loyers se résume de la façon suivante :

Loyers non perçus et non comptabilisés

A moins d'un an	458 168 €
De un à cinq ans	1 832 674 €
Plus de cinq ans	687 253 €
	<hr/>
	2 978 095 €

Loyers perçus et non comptabilisés

Le montant de ces loyers est comptabilisé en produits constatés d'avance au passif du bilan.

- La société a signé des contrats de location de capacités engageant les clients sur des durées supérieures à 1 an.

A la clôture de l'exercice le montant des loyers se résume de la façon suivante :

Loyers non perçus et non comptabilisés

A moins d'un an	2 741 757 €
De un à cinq ans	10 184 957 €
Plus de cinq ans	7 213 199 €
	<hr/>
	20 139 912 €

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	30/06/2011 (6 mois)	31/12/2010 (12 mois)
<u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u>		
Résultat net	611 602	1 199 529
+Amortissement et provisions	2 429 571	3 849 771
- Plus-values de cessions des immobilisations	-2 280	-509 319
- Variation des charges à répartir		
Marge brute d'autofinancement	3 043 454	5 558 619
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		
Stocks	-86 707	41 784
Créances clients	926 860	-389 622
Autres créances	210 446	-36 720
CCA	-310 363	2 061
Dettes fournisseurs	-354 931	27 034
Dettes fiscales et sociales	-594 489	603 746
Autres dettes	-51 086	54 466
PCA	-21 852	-56 227
Total	-282 121	246 522
<hr/>		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 761 332	5 805 141
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u>		
Acquisitions d'éléments d'actif immobilisé		
- Immobilisations incorporelles et corporelles	685 359	8 077 309
- Immobilisations en cours	23 470	-2 504 435
- Immobilisations financières	53 697	10 155
Total acquisitions	762 526	5 583 030
Cession d'immobilisations		
- Immobilisations incorporelles et corporelles		
- Immobilisations financières	11 773	7 375
Total cessions	11 773	7 375
Variation des dettes sur immobilisations	-1 085 393	-237 892
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 836 147	-5 813 547
<u>Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement</u>		
Dividendes versés aux actionnaires		
Augmentations de capital en numéraire		
Subvention		
Emissions d'emprunts	2 000 000	
Remboursements d'emprunts	-719 813	-2 154 963
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1 280 187	-2 154 963
Disponibilités	339	711 550
Découverts bancaires	1 452 158	
Trésorerie d'ouverture	-1 451 820	711 550
Disponibilités	753 553	339
Découverts bancaires		1 452 158
Trésorerie de clôture	753 553	-1 451 820
Variation de trésorerie	2 205 373	-2 163 370